

“Je réunis l'opposition”, annonce Moïse Katumbi

● **L'ex-gouverneur du Katanga est à Bruxelles avec Vital Kamerhe pour négocier avec Etienne Tshisekedi.**

● **L'opposition doit avoir un candidat unique à la présidentielle, dit-il.**

● **Mais, avant tout, il faut un calendrier électoral.**

L'ex-gouverneur du Katanga est à Bruxelles. Il a demandé à “La Libre Belgique” de transmettre ses condoléances “au gouvernement et au peuple belges, ainsi qu'à ceux de Côte-d'Ivoire et du Mali, récemment frappés par le terrorisme, eux aussi”.

“On respectera la Constitution à la lettre”

Serez-vous candidat à la présidentielle ?

(Rire) Ce que je suis en train de faire aujourd'hui, c'est d'abord réunir l'opposition. Quand j'ai démissionné (NdLR : du parti présidentiel PPRD), je me suis dit que je devais voir tout le monde pour que nous ayons un calendrier électoral. Le gouvernement et la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) doivent se prononcer sur ce point; c'est le plus important. De plus, comme nous sommes à six mois de la présidentielle, il faut que l'opposition puisse présenter un candidat unique. Ou, s'il n'y a pas d'élection, que nous puissions avoir un Président intérimaire parce que le chef de l'Etat aura terminé son deuxième mandat le 19 décembre 2016. On nous dit qu'il faudrait 16 à 18 mois pour mettre à jour le fichier électoral; c'est impossible ! L'Organisation internationale de la Francophonie avait dit 4 mois.

La Constitution prévoit que l'éventuel Président intérimaire soit le président du Sénat.

On respectera la Constitution à la lettre. Une alternance au pouvoir serait bon pour le pays et pour le président Kabila.

Pourquoi pour lui ?

Parce qu'il est arrivé très jeune au pouvoir. Nous tous, nous nous sommes engagés en politique parce qu'il y avait la démocratie. J'avais 41 ans quand j'ai voté pour la première fois ! Nous ne pouvons pas arrêter cet élan-là, nous ne pouvons pas faire marche arrière. Ce serait bon pour lui d'être le chef de l'Etat qui a permis l'alternance. Il a prêté serment à la Constitution, qui prévoit deux mandats et l'alternance; s'il respecte ce serment, le Congo ira de l'avant et les politiciens gagneront en maturité, le Président sortant sera respecté dans le monde entier. Il doit se méfier de ceux qui lui conseillent de rester au

pouvoir; ils veulent surtout garder leur poste.

Vous avez quitté le PPRD. Le G7 (NdLR : sept partis de la majorité présidentielle qui en sont sortis par refus d'un troisième mandat Kabila) vous a proposé un fauteuil... Vous êtes dans quel parti aujourd'hui ?

Si j'avais eu mon propre parti, je serais sorti de la Majorité avec le G7, mais j'étais au PPRD. Nous avons dit la même chose – ce que dit aussi l'opposition : il faut respecter la Constitution. Je n'ai pas de parti pour le moment.

Au cours de votre vie politique, vous avez déjà été sérieusement menacé. Votre avion privé a été saboté en 2008; vous avez été victime d'un empoisonnement en 2014...

... et dernièrement, on a pris des photos de mes enfants à leur école ainsi que de la plaque minéralogique de la jeep qui va les conduire. Ce n'est pas de la politique, ça ! Nous sommes des adversaires politiques, pas des ennemis !

Et il y a deux mois, vous avez été victime d'un accident bizarre...

Oui. Un minibus a brûlé la priorité et a foncé sur ma jeep sans freiner. Il était vide en pleine heure de pointe, ce qui n'arrive jamais à Lubumbashi ! De plus, il venait de faire le plein, ce qui n'arrive jamais non plus aux chauffeurs de minibus parce qu'ils n'ont pas assez d'argent à la fois pour payer 80 litres d'essence.

Autres indices troublants : le chauffeur a été récupéré, après l'accident, par une voiture qui me suivait depuis mon domicile – car je suis surveillé par les autorités maintenant. Et quand nous avons réussi à retrouver l'hôpital où il était soigné, il a disparu. Enfin, comme moi-même j'avais très mal au cou, j'ai demandé un avion médicalisé pour me faire soigner en Afrique du Sud; il n'a pas eu l'autorisation d'atterrir, ce qui n'était jamais arrivé. J'ai fait 300 km de route pour aller prendre cet avion en Zambie. Mais tout ça ne me fera pas faire marche arrière. Je vais continuer ma lutte politique. En respectant tout le monde.

Vous subissez des entraves à vos activités politiques ?

Le Haut-Katanga, aujourd'hui, semble en état de siège. Si je vais en ville, en cinq minutes, c'est plein de policiers et militaires en armes pour disperser les gens; ils ont peur que je m'adresse à la population. Le 8 mars, je voulais aller à la messe à la basilique; le service de renseignement a demandé au curé de la fermer; il a refusé. Quand je suis arrivé, la basilique était encerclée comme si nous étions en guerre ! Il y avait au moins vingt jeeps... Ces intimidations, que je ne suis pas seul à subir, sont en train de décrédibiliser le pays.

Vous êtes en relation avec le G7, Vital Kamerhe, l'UDPS...

L'UDPS, oui. C'est grâce au président Tshisekedi que nous avons le multipartisme. Nous sommes en pleine négociation; ce mercredi, je le rencontre à Bruxelles avec Vital Kamerhe.

Ce n'est pas difficile de négocier avec lui ?

Non. Il s'est battu toute sa vie pour la démocratie et il est arrivé deuxième aux élections de 2011 (NdLR : marquées par des fraudes massives en faveur de Joseph Kabila). C'est un grand leader. C'est pourquoi nous sommes en pourparlers. Il y avait un problème, au Congo; c'est que l'opposition n'était pas soudée. Aujourd'hui, il y a un Front citoyen avec les partis d'opposition, le G7 et des ONG. Si l'opposition avait été unie, en 2011, elle avait 52 %; mais elle est partie en ordre dispersé et il n'y a plus qu'un tour d'élection maintenant. Il nous faut un candidat unique.

Marie-France Cros

“J’avais 41 ans quand j’ai voté pour la première fois ! Nous ne pouvons pas arrêter cet élan-là, nous ne pouvons pas faire marche arrière.”

“Si l’opposition avait été unie, en 2011, elle avait 52 %; mais elle est partie en ordre dispersé et il n’y a plus qu’un tour d’élection maintenant.”

L’élection de gouverneurs samedi est “déplorable”

Prévu par la Constitution de 2006, le passage de 11 à 26 provinces avait été oublié par le président Kabila. Jusqu’à ce que la mesure soit adoptée et exécutée en un temps record en 2015, mais si peu préparée qu’aucun budget n’avait été prévu pour ce faire.

Pour la plupart des analystes congolais, la mesure avait essentiellement pour but de “casser” le populaire gouverneur du Katanga uni, Moïse Katumbi, qui a, de fait, démissionné de son poste en septembre 2015.

Chaos et improvisation

Non préparée, la mesure a provoqué le chaos. Kinshasa a donc improvisé des “commissaires spéciaux” – dont l’existence n’est pas prévue par la Constitution – pour gouverner les nouvelles provinces, parallèlement aux gouverneurs élus qui continuaient à diriger les “petites” provinces qui, elles, n’ont pas été démembrées.

Pour revenir dans la Constitution, des gouverneurs intérimaires y ont été élus samedi dernier – avec une victoire écrasante pour les candidats du PPRD (16 sur 19, deux élections étant retardées), le parti du président Kabila, moyennant la mise à l’écart de nombreux candidats in-

dépendants lorsqu’ils avaient été membres de la Majorité présidentielle et faisaient de l’ombre au candidat de celle-ci.

Aucune loi ne l’autorise

“Ce qui s’est fait est déplorable”, nous dit Moïse Katumbi. “On a invalidé tant de candidatures que certains candidats étaient seuls à se présenter ! Et cela alors qu’il n’existe aucune loi permettant à la CENI (Commission électorale nationale indépendante, aujourd’hui dirigée par trois proches de la Majorité présidentielle) et à la Majorité présidentielle d’invalidier des candidats parce qu’ils sont indépendants.”

“Quand il est indépendant, un candidat ne doit pas obéir à un parti ! Joseph Kabila lui-même s’est présenté à une élection présidentielle comme candidat indépendant, alors qu’il était membre du PPRD; il n’a jamais été invalidé pour ça !”, s’indigne le politicien katangais.

“Ils veulent montrer qu’ils contrôlent tout mais ils ne contrôlent que par intimidation. Tout le monde a vu ce qui s’est passé lors de ces élections de gouverneurs. Nous devons en tirer les conséquences et bien préparer les élections à venir.”

MFC

Victoire écrasante pour les candidats du PPRD, moyennant la mise à l’écart de nombreux candidats indépendants lorsqu’ils avaient été membres de la Majorité présidentielle et faisaient de l’ombre à son candidat.

Le plus populaire des gouverneurs

► **Homme d’affaires** né en 1964, de mère congolaise et de père juif de Rhodes, Moïse Katumbi est élu gouverneur de la province du Katanga en 2007. Il démissionne le 29 septembre 2015 de ce poste et comme membre du parti présidentiel, le PPRD, en raison des manœuvres de ce dernier pour prolonger Joseph Kabila au pouvoir au-delà de la fin de son second et dernier mandat (décembre 2016).

► **Son dynamisme** et les succès qu’il remporte dans l’amélioration de l’organisation de la province en ont fait le plus populaire des gouverneurs du pays, y compris dans d’autres provinces que la sienne.

► **“Personnalité 2015”**, ont jugé les lecteurs du journal “Jeune Afrique”

► **Il est aussi patron d’une équipe de football**, le Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi, depuis 1997, premier club africain à accéder à la finale du mondial des clubs. Il a inauguré en 2011 le premier stade privé appartenant à un club et créé un centre de formation à son nom.